

Selon une enquête CSA, 74 % des Français considéraient avec sympathie l'action de ce mardi, et selon un sondage BVA 72 % la jugeaient « justifiée »... Quelques chiffres sur les manifestations dans les principales villes : au total 1.200.000 manifestants ont défilé dans 150 villes de France, selon un décompte provisoire, dont Paris : 150 000 manifestants à Paris ; Marseille : 100 000 ; Bordeaux : 50 000 ; Grenoble : 50 000 ; Clermont-Ferrand : 35 000 ; Nantes : 35 000 ; Toulouse : 30 000 ; Lyon : 25 000 ; Lille : 15 000 ; Rennes : 20 000 ; Nice : 12 000 ; Tours : 15 000 ; Ajaccio : 6 000 ; Pamiers : 4 000

LE 4 OCTOBRE : UN PREMIER SUCCES

Le 4 octobre 2005, c'est par centaines de milliers que les salariés du public et du privé se sont rassemblés par la grève et dans les manifestations dans l'ensemble du pays. Ils ont voulu crier leur refus de la régression sociale et du pillage des richesses par quelques grands groupes capitalistes. Retraites, sécu, assurance chômage, blocage des salaires, démantèlement du code du travail, liquidation des services publics, spoliation de la Nation,...les attaques du pouvoir et du patronat contre le peuple et le monde du travail sont incessantes et insupportables.

Les mots d'ordre du 4 octobre – augmentation générale des salaires, défense de l'emploi, promotion du service public – témoignent du haut niveau des exigences populaires qui s'expriment dans le pays. Dans de nombreuses entreprises, des luttes se développent et obtiennent parfois des avancées significatives. Cependant, ce mouvement multiforme qui se généralise, n'a pas encore réussi à mettre en échec la politique gouvernementale et patronale.

CONVERGENCE D'INTERETS ET RASSEMBLEMENT

Ce rassemblement de plus en plus massif des salariés du public et du privé est notre atout et un moyen indispensable pour contrer les prétentions du capital dans tous les domaines. Les tentatives de division du pouvoir et de ses valets nous montrent à contrario le chemin qu'il nous faut emprunter ; public/privé, salariés/chômeurs, jeunes/anciens, nous avons tous les mêmes intérêts et le même adversaire, responsable de nos maux : le capitalisme.

C'est là une première condition indispensable pour aller plus loin : notre nombre et la diversité de salariés que nous représentons va compter dans le fait que le 4 Octobre ne reste pas une journée isolée mais au contraire marque une nouvelle étape dans la contre-offensive populaire qui doit s'installer dans la continuité.

REVENDEICATIONS ANTICAPITALISTES

Autre condition pour gagner : développer et mettre au centre de notre action, les revendications qui mettent radicalement en cause la domination du capital. L'exigence d'une augmentation générale des salaires, tout comme la volonté de promouvoir le secteur public et nationalisé sont des axes fédérateurs du rassemblement. Ces questions sont également les terrains d'affrontement avec le capital depuis plus de vingt ans car elles représentent une logique radicalement différente. C'est cela qu'on appelle le « modèle social français », issu de la Libération.

Le salaire, dans ses dimensions directe et indirecte, est l'arme permettant de valoriser le travail au contraire de l'accumulation du capital. Son montant est fixé par les conventions collectives ou les statuts et est basé sur la reconnaissance des qualifications. Ce qui lui ôte le caractère aléatoire qu'on veut lui imposer au nom de la loi du marché ; un salaire révisable tous les jours en fonction des bénéfices. Le salaire est également porteur de solidarité puisque de son niveau, dépend encore le financement de la protection sociale malgré les coups portés.

Les services publics sont aussi, depuis des décennies, des outils de résistance aux ravages du capitalisme. L'existence d'entreprises, 100% publiques, démontrent qu'une activité économique peut fonctionner sans actionnaires avides de profits immédiats, peu soucieux de l'intérêt général et du pays. L'enjeu est de taille pour aujourd'hui mais aussi pour les générations futures.

SALAIRES ET SERVICES PUBLICS, DES ATOUTS POUR L'EMPLOI

Alors qu'on annonce une crise énergétique majeure et durable sur la planète, il est inadmissible que le gouvernement casse les outils nous permettant d'y faire face, en bradant EDF et GDF, biens de la Nation. Tout aussi scandaleux est la liquidation de la SNCF, service public chargé d'assurer, au nom de la solidarité nationale, l'approvisionnement et la liberté de mouvement de

la population du département corse. Pour contrer les appétits du capital, pour remédier aux maux que cela entraîne pour la population et le pays, ce qui est clairement à l'ordre du jour, c'est l'extension du secteur public et nationalisé en commençant par des renationalisations.

C'est à partir de ces deux axes de lutte – revalorisation des salaires et développement du secteur public – que sera enfin posée efficacement la question de l'emploi. Car c'est bien l'exigence de forte rentabilité des capitaux qui entraîne les plans de licenciement, les fermetures d'entreprise, les délocalisations. Ce qui est recherché, c'est la dévalorisation incessante du travail, en prétextant qu'il est un coût pour les employeurs alors qu'il est la seule source de création de richesses. C'est dans sa valorisation, au travers d'une forte augmentation des salaires, complétée par une intervention publique forte (via les entreprises publiques) dans l'économie, que réside la solution au chômage. Ce qui pèse sur le pays et ses salariés, ce n'est pas le « coût » du travail, c'est celui du capital !

LE NON AU REFERENDUM DU 29 MAI : UN FORMIDABLE POINT D'APPUI

Le 29 Mai, la majorité du peuple, dont 80 % parmi les ouvriers et employés, ont rejeté le projet de traité constitutionnel européen, considéré à juste titre comme la tentative du capital de rendre irrémédiable sa domination. C'est le résultat de plusieurs mois de discussion, de réflexion, de débats, sur les lieux de travail, dans les familles, contre l'avis de 90 % des parlementaires, de la quasi totalité des médias, de la plupart des appareils politiques et syndicaux. On peut parler de grande victoire de la démocratie, qu'il s'agit désormais de défendre et prolonger, y compris dans la rue.

A partir de l'expérience vécue ces dernières décennies, le peuple a affirmé sa volonté de mettre un terme au pillage organisé des richesses créées par les travailleurs. C'est la même exigence qui s'exprime dès aujourd'hui. Le séisme politique du 29 mai 2005 doit nourrir les luttes maintenant, que ce soit sur leur contenu ou sur le processus de rassemblement. En reprenant la main lors du référendum, le peuple a ouvert une perspective pour que le mouvement qui s'affirme à partir du 4 octobre soit victorieux. L'histoire l'a amplement démontré : rien ne résiste à l'affirmation de la souveraineté populaire !

DES REGLES EUROPEENNES POLITIQUEMENT CADUQUES

France : Succès des mobilisations du 4 octobre

Écrit par LCR-France

Mercredi, 05 Octobre 2005 01:00 -

D'ores et déjà, le rejet du projet constitutionnel européen, qui reprenait et intégrait l'ensemble des traités précédents crée une situation véritablement inédite. Le peuple s'est exprimé et a refusé que les règles européennes, mises en place pour démanteler tous les acquis sociaux dans notre pays, soient confirmées. Ces contraintes, qui inspirent un budget 2006 de régression ou même servent de justification à la privatisation de la SNCF, sont politiquement caduques depuis le 29 mai 2005 : Le peuple les a rejetées. Les grèves et manifestations du 4 octobre sont aussi la preuve que le monde du travail relève le défi démocratique lancé par le gouvernement en refusant le résultat du référendum.

Après la victoire dans les urnes le 29 mai, après le succès du 4 octobre dans la rue, nous avons les moyens de construire ensemble, immédiatement, le rassemblement dans la lutte pour gagner. Plus que jamais, continuons à faire de la politique, continuons à contester le capitalisme et tous ceux qui gouvernent dans son intérêt, travaillons ensemble à faire du neuf dès maintenant !